

PRESENTATION ELLES AUSSI

Le concept de parité est né au sein même du Conseil de l'Europe, organisation internationale qui a travaillé depuis son origine à l'approfondissement de la démocratie et à la sauvegarde des droits de la personne humaine.

Ce concept a connu un succès foudroyant (Claudette APPRILL l'initiatrice de ce concept) en 1992 lors de la publication des actes de ce séminaire sur la Parité.

C'est dans ce contexte d'agitation et de réflexion sur la place des femmes dans nos démocraties que naîtra l'association ELLES AUSSI.

Le réseau

Associations membres

- [Action Catholique des Femmes](#) (association fondatrice)
- [Alliance des Femmes](#) (association fondatrice)
- [Femmes d'Alsace](#) (association fondatrice)
- Femmes et élues de la Manche
- Grain de sel-rencontres (association fondatrice)
- [FR-UFCS Ile de France](#)
- [Femmes Élués de la Loire](#)
- [Femmes Élués de l'Isère](#)

+ 14 antennes en région, porteuses des objectifs d'Elles Aussi

L'objectif de ELLES AUSSI:

PROMOUVOIR LA PARITE DANS TOUTES LES INSTANCES ELUES

- Elles aussi agit pour permettre aux femmes d'atteindre la parité dans les instances élues pour que chacun, chacune ait sa place, en véritable partenaire, dans la gestion des affaires publiques.
- Elle aussi affirme son pluralisme et son indépendance, notamment vis-à-vis des partis politiques et des institutions religieuses.
- Elle aussi affirme son attachement à la défense et à la mise en œuvre des droits des femmes.
- Elles aussi est ouverte et peut coopter toute association de femmes qui adhère à ces principes.

LES ATTENTES DES FEMMES

Les actions d'ELLES AUSSI sont des réponses aux attentes des femmes dans notre société.

La perception de la Parité a nettement progressé dans notre pays depuis 20 ans. Toutefois l'évolution des mentalités ne se traduit pas toujours par un progrès dans la représentation des femmes dans certaines instances élues (ex: le Sénat vient de perdre 3 sénatrices).

Quelques chiffres tirés d'un sondage réalisé par "Mediaprism" :

- 93% jugent les femmes légitimes aux plus hautes fonctions (1er ministre)
- 88%------(Président de la République)
- **Les femmes sont toujours un peu plus convaincues que les hommes! (5 points d'écart)**
- 91% seraient prêts à voter pour une femme à la prochaine élection présidentielle
- 81% pensent que les femmes ont suffisamment d'autorité pour gouverner un pays (bientôt on ne fera plus la différence)
- 78% pensent qu'une femme à la tête d'un pays est une preuve de modernité

- **Toutefois, il y a de vraies différences dans le regard porté sur les hommes et les femmes: 1/2 pense qu'il est plus difficile pour une femme que pour un homme de concilier le pouvoir à ce niveau et la vie de famille**
- 92% pensent que l'égalité homme-femme est une question importante
 - une écrasante majorité de répondants pense que chaque individu est confronté à une vision stéréotypée h/f dès l'enfance et que cette vision est entretenue par les médias et la publicité (85%)
 - La question de la répartition des tâches entre les hommes et les femmes au sein du foyer conduit à des réponses politiquement correctes : chacun reconnaît en effet qu'il n'y a pas vraiment de tâches réservées aux hommes ou aux femmes. Toutefois on note quelques disparités révélatrices de tendances : la préparation des repas, l'éducation des enfants(attribuées aux femmes) et les tâches techniques(attribuées aux hommes).
 - 80% pensent qu'il devrait y avoir égalité des sexes dans les instances de direction du domaine professionnel. Les résultats passent à 70% pour le domaine politique. 18% affichent un NON catégorique
 - Sur la prise de responsabilité: les hommes se sentent légèrement plus prêts que les femmes à endosser de telles responsabilités(83% pour les hommes et 76% pour les femmes)
 - D'une manière générale, il y a encore une méconnaissance de l'ampleur des inégalités homme/femme qu'il s'agisse du domaine politique ou professionnel.
 - Seuls 42% savent que la France se situe derrière les autres pays européens concernant l'égalité homme/femme (en queue de classement)
 - Seul, 23% savent que la France a régressé dans ce classement ;
 - A la question qui doit agir en premier pour une amélioration de l'égalité H/F : réponse les partis politiques
 - 87% pensent que le travail des gouvernements sur l'Egalité homme/femme n'a pas été suffisant.
 - 67% des répondants jugent important de mettre le sujet de l'égalité homme/femme à l'ordre du jour de l'élection présidentielle de 2012.

LES ACTIONS D'ELLES AUSSI

C'est dans ce contexte que les actions de ELLES AUSSI évoluent au fil des années.

1 LES FORUMS ET LES COLLOQUES

 **Des forums** autour des candidatures féminines aux municipales dès le début mais avec la loi de 2000 introduisant la parité dans les scrutins de liste (sauf pour les communes de moins de 3500 habitants) et pénalisations financières pour le non respect de la parité dans les scrutins législatifs et celle de 2007 avec l'imposition de la parité dans les exécutifs des régions et des communes, dans les suppléances aux conseils généraux et le renforcement des sanctions financières. Des exemples de Forums à Dardilly, Bron, Genas, Sainte Foy les Lyon...

Le constat :

Les femmes viennent chercher des informations sur les élections, les mandats mais elles ont besoin surtout d'être rassurées sur leur capacité à l'engagement politique.

Elles ont toujours le souci de l'équilibre de vie entre le travail, le foyer et l'engagement public.

Elles ne maîtrisent pas les codes de ce milieu et sont souvent découragées par les manœuvres politiciennes.

Aujourd'hui encore, elles ont les plus grandes difficultés à entrer dans un parti et à se mettre en avant pour occuper les places dans l'exécutif.

 **Les colloques** :

- Souvent au Sénat bilan de mi mandat 2004 pour les municipales
- Sur la réforme territoriale
- A venir sur la Parité à défendre dans les projets des présidentielles

2 LES ETATS DE LIEUX

- ✚ La Marianne de la Parité pour les communes en 2009 dans le Rhône qui a initié cette manifestation pour rendre plus lisible la place des femmes dans la gestion des municipalités.

Elles Aussi l' a repris cette année dans plusieurs départements (20).

- ✚ La Marianne de la Parité pour les Intercommunalités en 2001 dans plusieurs départements.

Ces manifestations ont permis de faire un état des lieux sur la place des femmes dans ces assemblées avant leur renouvellement en 2014 et de sensibiliser les élus locaux sur les insuffisances de parité.

Un petit rappel : en 2008, dans les communes de moins de 3500 habitants (soit 90% des communes), les hommes sont à 67.8% dans les conseil municipaux et maire0à 86.1%. Dans les communes de 3500 habitants et plus (ou la loi s'applique!) ils sont 51.5% dans les conseils municipaux et maires à 90.4%.

L'objectif d'Elles Aussi est de sensibiliser l'opinion sur la sous représentation des femmes dans la vie politique.

3 LES PROPOSITIONS D' ACTIONS POUR FAIRE EVOLUER LES LOIS EN FAVEUR DE LA PARITE

- ✚ Des dîners débats pour aborder le scrutin de la réforme territoriale (scrutin uninominal à 2 tours) qui constitue une régression sans précédent pour la parité dans les instances politiques locales
- ✚ Des lettres avec des propositions envoyées au gouvernement
- ✚ Des rencontres pour interpeller nos élues à l'assemblée nationale et au Sénat pour faire pression en faveur de la Parité.
- ✚ Des questions envoyées aux candidat-e-s aux élections sénatoriales, puis présidentielles et enfin législatives.

4 LE STATUT DE L'ELU

- ✚ La prise en charge par la collectivité des frais de garde des enfants et des personnes dépendantes
- ✚ Nous défendons un droit à un congé total ou partiel pendant le temps des campagnes officielles
- ✚ La création d'un congé civique, sur le modèle du congé parental d'éducation
- ✚ une reconnaissance de l'expérience acquise de l'élue(e). Sur ce point a été créé un livret en partenariat avec le service de formation continue de l'Université de Bretagne Occidentale. Ce livret aide les hommes et les femmes élus locaux à identifier leurs acquis, à les valoriser en vue d'un parcours ultérieur (bilan de compétences, VAE, Cv actualisé)

Parmi les freins à la progression de la présence des femmes, il y a la possibilité de cumul et surtout de renouvellement indéfini de mandats laissée au libre choix des acteurs de la vie politique. On assiste à une professionnalisation généralisée d'une bonne partie des élus déjà en place ; ce qui laisse peu de place à l'accès des femmes aux postes à responsabilités.

Il y a aussi l'hésitation des femmes à s'engager dans une activité d'élue qui risque d'affecter encore davantage leur carrière professionnelle, souvent déjà limitée par le plafond de verre auquel elles se heurtent et le poids de leurs obligations privées.

Pour mettre à mal ces deux freins, Elles aussi, à l'égal d'autres, préconise une stricte limitation des mandats et un véritable statut de l'élue. Et, dans le cadre de ce statut, il nous est apparu comme essentiel de mettre l'accent sur la reconnaissance de l'expérience acquise dans les mandats électifs. Tout particulièrement dans les mandats locaux qui sont des expériences très significatives à la fois de gestion pragmatique de la cité, de réflexion et de conciliation politique, d'expression publique et de relation à autrui.

Nous souhaitons donc que les collectivités locales offrent à tous leurs élus ayant exercé un ou deux mandats la possibilité d'un bilan de leurs acquis.

Les caractéristiques de l'expérience municipale des femmes

Tous les élus locaux sont concernés par la possibilité qui leur serait offerte.

D'une validation des acquis de leur expérience. Pourquoi s'intéresser tout particulièrement aux femmes ?

Certaines se sont lancées dans la vie sociale (travail, famille) en abandonnant ou en écourtant leurs études. Un certain nombre d'entre elles arrivent aux affaires municipales au cours d'une trajectoire professionnelle souvent fragilisée en amont par les interruptions liées à leur maternité. Un certain nombre d'autres ont mis entre parenthèses les possibilités d'avancement professionnel pour arriver à assumer toutes leurs tâches. Ce sont d'ailleurs surtout les femmes que l'on voit recourir au temps partiel afin de se donner la disponibilité qu'elles estiment nécessaire à leur vie de famille ou à un travail d'élu(e) bien fait.

Leur expérience dans la vie municipale qui suit généralement un travail associatif peut être une carte maîtresse pour envisager un nouvel accès à l'emploi à l'issue de leur engagement pour la collectivité.

Ces élues locales ont abordé la fonction avec l'humilité de celles qui ne savent pas encore ; toutes soulignent l'importance de la formation technique et personnelle que représente l'exercice de leur mandat. Elles sont donc particulièrement intéressées par une évaluation précise de tous ces acquis. Que ce soit pour entreprendre une démarche de VAE, pour poursuivre un éventuel engagement électif dans une autre fonction, pour réorienter leur activité professionnelle, pour changer de voie, pour construire un projet personnel.